



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE REGION ILE
DE FRANCE

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°IDF-013-2019-03

PUBLIÉ LE 11 MARS 2019

Sommaire

Chambre de commerce et d'industrie de Seine-et-Marne

IDF-2019-01-29-004 - 04DSF19 - Délégation de signature du Président en matière
d'engagements de dépenses (1 page)

Page 3

Chambre de commerce et d'industrie de Seine-et-Marne

IDF-2019-01-29-004

04DSF19 - Délégation de signature du Président en
matière d'engagements de dépenses

**DELEGATION DE SIGNATURE
DU PRESIDENT**

Le PRESIDENT de la CCI de Seine et Marne,
Vu les dispositions de l'article R711-68 et A 712-35 du code de commerce
Vu le Règlement Intérieur de la C.C.I. de Seine-et-Marne,

Décide :

Sur proposition du Directeur Général, Monsieur Dominique CHARNEAU,

De déléguer sa signature en matière d'engagements de dépenses et d'actes dont découle une créance au profit de la CCI d'un montant de 10 000 € HT par engagement à **Monsieur Stéphane BON**, Responsable des Moyens Généraux et de l'Immobilier.

En ce qui concerne les dépenses et les charges, le délégué doit vérifier :

- la régularité de l'engagement de dépense ou de charge, notamment au regard de la réglementation applicable en matière de marchés publics et du besoin légitime de la CCI, de l'émission d'un bon de commande s'il y a lieu,
- dans le cas où les crédits correspondants présentent un caractère limitatif, l'existence de crédits encore disponibles au budget, au titre du type de dépenses ou de charges considérées,
- la réalité du bien livré ou du service rendu à la CCI donnant lieu à la dépense ou à la charge (« bien livré » ou « service fait »),
- la qualité des pièces justificatives liées au mandat soumis à sa signature (contrôle factures ou autres documents tenant lieu de demande de paiement) et, notamment, l'exactitude du montant de la dépense ou de la charge,
- le bon ordonnancement de la dépense ou de la charge.

Sont exclus de la présente délégation :

- les opérations afférentes au personnel en CDI ou en CDD ou au personnel vacataire (engagement, rémunération, etc...),
- les engagements de dépenses et les charges dépassant le budget,
- la notification d'un marché de 25.000 € HT.

En ce qui concerne les recettes, le délégué doit vérifier :

- la régularité de l'acte dont découle la créance au profit de la CCI,
- la réalité du bien livré ou du service rendu par la CCI donnant lieu à la recette ou au produit,
- la qualité des pièces justificatives liées au titre de perception soumis à sa signature et, notamment, l'exactitude du montant de la recette ou du produit,
- l'exhaustivité des facturations et des recettes

L'attention du délégué est attirée sur la responsabilité civile et pénale attachée à la délégation.

La présente délégation de signature prend effet à compter de sa signature et ce jusqu'au terme de la mandature actuelle.

Serris, le 29 janvier 2019.

Le Président,

Jean-Robert JACQUEMARD